

Pour le Canada, un accord juste et équilibré stimulerait la production, améliorerait la productivité et créerait jusqu'à 350 000 emplois au Canada d'ici 1995, selon le Conseil économique du Canada. C'est pourquoi la majorité des Canadiens appuient cette initiative. Ils discernent les possibilités que peut offrir un accord juste et équilibré.

Voilà le côté canadien de l'affaire. Qu'en est-il du côté américain?

Premièrement, deux millions d'emplois américains sont en cause, des emplois qui dépendent directement des exportations vers le Canada.

Deuxièmement, c'est l'avenir même du commerce américain au-delà de l'Amérique du Nord qui est en jeu. Comme le faisait observer cette semaine l'Economist, l'Amérique a besoin d'un accord avec le Canada pour montrer, dans le cadre des négociations du GATT, que des pays peuvent se mettre d'accord sur des règles commerciales régissant les services, l'investissement et la propriété intellectuelle.

Troisièmement, les propres marchés d'exportation de l'Amérique, tant au Canada qu'outre-mer, sont en danger.

Si le Trade Bill est adopté, les Américains doivent s'attendre à ce que leurs partenaires commerciaux mettent en oeuvre des mesures législatives correspondantes pour protéger leurs propres intérêts. Le Congrès doit se souvenir qu'il joue un rôle de leadership dans l'économie mondiale et que ce qu'il fait pourra fort bien être imité ailleurs. Si d'autres pays contre-attaquent au moyen de mesures législatives, les États-Unis verraient leurs propres activités d'exportation touchées sur un certain nombre de fronts.

Prenons l'exemple des exportations de maïs. Les États-Unis ont actuellement 64 programmes de subventions pour le maïs. Or quatre programmes seulement se sont trouvés pénalisés lorsque le Canada a imposé des droits compensateurs sur les exportations de maïs des États-Unis. S'il adoptait une loi en réponse au Trade Bill, le Canada pourrait toucher par des droits compensateurs 75 % de ces programmes de subventionnement, au lieu de seulement 6 %.

Mais ce n'est pas tout. Les États-Unis ont toute une gamme de programmes de subventionnement dans presque chaque secteur de l'économie. Ne croyez pas que ces programmes ne seraient ni remarqués ni touchés.